

Pas de visite suisse auprès de l'armée israélienne

Yves Petignat, Le Temps, 22. Juillet 2014

Le drone Hermes 900, développé par la société israélienne Elbit Systems et choisi par la Suisse, a passé les tests en 2012 à Emmen. (16 octobre 2012/ Pascal Lauener/ Reuters)



En raison de la guerre, la Commission de politique de sécurité du National devrait renoncer à une visite à Tshal. Le conflit meurtrier de Gaza pèsera sur l'achat de drones à l'industrie israélienne

Une visite suisse auprès de l'armée israélienne après les affrontements et les bombardements qui ont déjà fait plus de 570 morts Palestiniens et 25 du côté militaire israélien n'aurait, en effet, pas manqué de susciter une polémique en Suisse.

«La décision n'est pas encore prise. Nous en discuterons lors de la prochaine séance de la commission. Mais personnellement, je suis d'avis d'y renoncer vu ce qui se passe actuellement», confirme le président de la CPS, Thomas Hurter (UDC/SH).

L'invitation avait été transmise par son homologue israélien il y a deux ans à la présidente de la CPS de l'époque, la socialiste Chantal Galladé. Et en raison du calendrier chargé lié au projet d'achat de l'avion suédois Gripen, puis des élections de 2015, seule la période de l'automne 2014 était favorable. Mais aucune date précise n'avait encore été fixée en commun avec le parlement israélien et l'armée.

La visite des parlementaires suisses devait notamment leur permettre de s'informer sur le projet d'achat de drones de reconnaissance Hermes 900 HFE de l'entreprise israélienne Elbit Systems pour un montant de 250 millions de francs. Cette acquisition devrait figurer dans le programme d'armement 2015.

L'intervention musclée de l'armée israélienne ne manquera donc pas de s'inviter dans le débat de la commission dès cet automne, admet Thomas Hurter. Et les débats pourraient être chauds. «Les conséquences humanitaires et politiques de ces affrontements pèseront lourd dans nos discussions. Cela compliquera notre décision», admet-il.

Nombre de députés, notamment à gauche, ont en effet déjà fait part de leur malaise à collaborer avec l'armée israélienne. Pour autant, Thomas Hurter ne croit pas que cela remettra en cause le projet

d'acquisition. «Notre armée a besoin de ce système de drones. Ceux-ci ne seront pas armés. Et il se trouve que c'est Israël qui construit les meilleurs appareils. Or, nous devons offrir à nos soldats le matériel le plus performant. Notre collaboration avec Israël sera strictement technique.»